
Appel d'offres pour des études sur la croissance de l'économie suisse

Au cours de la décennie écoulée, la croissance de l'économie suisse a été plus forte que durant les années nonante, qui avaient été marquée par une phase de ralentissement. La Suisse s'est rapidement remise de la crise économique et financière mondiale. Par la suite, son produit intérieur brut (PIB) et son PIB par habitant ont même connu une hausse supérieure à la moyenne internationale. La croissance du PIB par habitant comprend deux éléments: l'utilisation de la main-d'œuvre (heures de travail par habitant) et la productivité du travail (rendement par heure travaillée). La ventilation entre ces deux composantes montre que, durant les dix dernières années, c'est principalement l'accroissement du volume de travail – dû à une nouvelle hausse de la participation déjà élevée au marché de l'emploi – qui a stimulé la croissance du PIB par habitant.

Par contre, l'accroissement de la productivité du travail a continué de ralentir au cours des dernières années. Sur ce plan, la Suisse se situe toujours au-dessous de la moyenne internationale. Une hausse de la productivité du travail présente pourtant bien des avantages pour une économie. Elle permet par exemple d'augmenter les marges de manœuvre en cas d'augmentation de salaire (ou de réduire le temps de travail pour un même salaire). Elle peut aussi contribuer au financement des œuvres sociales.

Dans ce contexte, les études commandées devront se focaliser sur ce qui explique la faible productivité du travail en Suisse par rapport à d'autres pays et suivre son évolution au fil du temps.

Problématiques

Les problématiques évoquées ci-dessous doivent d'abord être examinées dans le cadre des études commandées. Les soumissionnaires ont toute latitude pour présenter des offres portant sur l'une ou l'autre d'entre elles, sur un panachage de problématiques, ou de proposer d'autres études.

a) Analyse de la croissance en Suisse

Qu'est-ce qui explique la faible croissance de la productivité du travail et de la productivité globale des facteurs en Suisse, dans une perspective à long terme et en comparaison internationale? Quel rôle y jouent les mutations structurelles sectorielles? Dans quelles branches la Suisse obtient-elle des résultats supérieurs à la moyenne internationale? Quels facteurs réglementaires freinent la croissance de la productivité dans notre pays? Il convient, pour toutes ces questions,

d'analyser en premier lieu le rôle joué par l'accumulation et la productivité des facteurs, en utilisant la méthodologie de la décomposition de la croissance. Les analyses au niveau sectoriel devront, en outre, s'accompagner de données concernant le stock de capital par branches.

b) Progrès technique / investissements / épargne

Comment expliquer que le taux d'investissement soit faible en Suisse et dans d'autres pays industrialisés, et qu'il continue de baisser? Quelles en seront les conséquences économiques à long terme? Quelle est l'importance macroéconomique des investisseurs étrangers dans la prospérité de la Suisse? Quels changements ont affecté les prix des biens d'investissements? Les statistiques reflètent-elles correctement ces modifications et leurs conséquences sur le processus de croissance? Les réglementations étatiques induisent-elles dans ce domaine des distorsions de prix qui freineraient la croissance en Suisse?

Pourquoi la Suisse a-t-elle de la peine à transposer sa forte position dans le domaine de l'innovation dans son taux de croissance? L'allocation de moyens à la recherche et au développement (R&D) est-elle optimale en Suisse, au plan macroéconomique? Quels sont les retombées de la R&D dans les différentes branches?

Quelles sont les causes et les conséquences du fait que les ménages privés, dans notre pays, disposent d'une épargne substantielle tout en accumulant de nombreuses dettes? L'endettement élevé des acteurs privés constitue-t-il une menace pour la résilience de l'économie suisse aux chocs provoqués par le secteur financier ou le marché immobilier?

c) Capital humain / emploi

Quel rapport peut-on établir entre la croissance et la modification du capital humain en Suisse au cours des décennies écoulées? Retrouve-t-on un lien comparable à des époques antérieures et dans d'autres pays? Quel rôle ont joué, en l'occurrence, l'immigration et l'émigration de travailleurs? Quel rôle la participation élevée au marché de l'emploi joue-t-elle pour la croissance de la productivité du travail en Suisse? Quelle influence le changement démographique exerce-t-il à long terme sur les investissements publics et privés ainsi que sur la consommation?

d) Ouverture / capital international

La Suisse est-elle plus ou moins ouverte que d'autres pays au commerce et aux flux de capitaux? Comment l'expliquer? Quelles en sont les conséquences pour la croissance économique? Existe-t-il d'autres potentiels dans ce domaine? Quelles perspectives de croissance offrirait une ouverture unilatérale des marchés? En quoi l'accès aux biens intermédiaires internationaux est-il important pour la croissance économique?

Quelle importance revêt l'abondance de l'épargne en Suisse pour la croissance économique et la résilience de l'économie? Dans quelle mesure les entrées de capitaux exercent-elles une action procyclique et quelles sont leurs

conséquences macroéconomiques dans notre pays? Peut-on vraiment qualifier la Suisse de «havre de paix» pour le capital-investissement?

e) Qualité de la croissance / répartition

En quoi la dimension spatiale est-elle importante pour la croissance économique et pour l'évolution de la structure sectorielle en Suisse? Existe-t-il des incitations négatives, par exemple une imputation des coûts d'utilisation de l'infrastructure, qui ne serait pas conforme au principe de causalité? Existe-t-il des incitations fiscales qui favorisent la répartition territoriale des lieux de travail, l'extension des zones d'habitation ou le mitage du territoire? Le cas échéant, quelles sont leurs implications pour le stock de capital et pour l'emploi? Comment la valeur ajoutée des branches et leur productivité se modifient-elles en Suisse, si l'on tient compte des effets externes dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et des transports? Comment peut-on, à cet égard, prendre également en considération les biens intermédiaires importés? Quels ont été les effets distributifs de la croissance durant la dernière décennie en Suisse? Peut-on prévoir, sur la base d'un bilan intergénérationnel, quels engagements implicites non couverts seront à la charge des générations futures en raison de la politique économique actuelle? Par quels canaux et dans quelle mesure cela peut-il affecter la croissance? Quelle importance revêt la situation sur le marché du logement et de l'immobilier pour le bien-être et la croissance en Suisse, notamment en comparaison internationale? Quels sont globalement les objectifs et l'impact économique des différentes réglementations qui influencent ce marché, au niveau de la Confédération, des cantons et des communes? Quelle est l'élasticité de l'offre de logements en Suisse, en comparaison internationale, et quel rôle joue la réglementation à cet égard?

Offres

Les offres doivent préciser auxquels de ces thèmes (a, b, c, d ou e) l'étude entend contribuer. Les questions posées ci-dessus servent à orienter la définition du contenu, mais il est possible d'y ajouter d'autres thèmes. Les offres doivent comporter une description précise de la problématique à traiter, en se basant dans une large mesure sur la littérature scientifique existante.

Les offres doivent, en outre, inclure une description de la méthodologie et des données retenues, la qualification des intervenants (direction de recherche, chercheurs), la planification des étapes de recherche, ainsi qu'un récapitulatif détaillé des coûts par phase de projet et par type de dépenses (honoraires, travaux administratifs, frais de déplacement ou autres). Les études seront publiées à la fin du troisième trimestre 2015. Une enveloppe totale de 500 000 francs est disponible pour leur réalisation. Les mandats comprennent, outre la réalisation d'une recherche satisfaisant aux critères scientifiques, la rédaction d'un article qui paraîtra dans la revue *La Vie économique* et la présentation des travaux lors d'une manifestation publique.

Critères de sélection

Le rapport qualité-prix est l'élément déterminant pour l'attribution des projets. En ce qui concerne les prestations fournies, la sélection des études se fera sur la base des critères suivants, qui revêtent tous une importance égale:

- pertinence et qualité de l'axe de recherche proposé;
- pertinence de la méthodologie choisie;
- pertinence des données prévues dans le cadre de l'enquête;
- qualification de l'équipe de recherche prévue.

Le mandant se réserve le droit de contacter les soumissionnaires après réception du dossier pour clarifier le contenu de ce dernier ou à des fins de coordination.

Les soumissions doivent être envoyées d'ici au 21 novembre 2014 à l'adresse suivante:

Secrétariat d'État à l'économie SECO
Direction de la politique économique, DPWW
Holzikofenweg 36
3003 Berne

Simon Jäggi (simon.jaeggi@seco.admin.ch) et Christian Busch (christian.busch@seco.admin.ch) se tiennent à votre disposition pour toute question de fond relative à cet appel d'offres.